

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 27 AVRIL 2026
POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET
DEPARTEMENTALES MINHDU (EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINHDU - EXERCICE 2026.

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation de certaines Délégations Régionales et Départementales MINHDU.

2- Consistance des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent appel d'offres comprennent :

- ✓ Les travaux préparatoires ;
- ✓ Les travaux de maçonnerie ;
- ✓ Les travaux de charpente, couverture et faux plafond ;
- ✓ Les travaux de menuiserie métallique et vitrerie ;
- ✓ Les travaux de Plomberie sanitaire ;
- ✓ Les travaux d'électricité ;
- ✓ Travaux de peinture ;
- ✓ Les travaux de Revêtement du sol
- ✓ Les travaux de VRD.

NB : Les détails sont précisés dans le CCTP.

3- Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont réparties en **sept (07) lots**. Il s'agit de :

- Lot 1 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Régionale du Littoral ;
- Lot 2 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Régionale du Nord ;
- Lot 3 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Régionale de l'Est ;
- Lot 4 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale de la Sanaga Maritime ;
- Lot 5 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale du Nkam ;
- Lot 6 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale de la Mefou et Akono ;
- Lot 7 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale de la Haute Sanaga.

4- Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de _____ réparti comme suit :

- Lot 1 : 40 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 2 : 40 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 3 : 20 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 4 : 40 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 5 : 15 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 6 : 16 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 7 : 20 000 000 FCFA/TTC.

5- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la l'exécution des travaux est de **Quatre (04) mois** pour les lots 1, 2, 4 et de **Trois (03) mois** pour les lots 3,5, 6 et 7 ; à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné.

La participation sous forme de groupement est admise à condition que la forme du groupement soit précisée et le Chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINH DU - Exercice 2026.

8- Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à **300 000 FCFA** pour les lots 1,2 et 4 et **200 000 FCFA** pour les lots 3,5,6 et 7 valable pendant **trente (30) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée ou n'étant pas accompagné du récépissé de la CDEC est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres **en version physique** peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au **9e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1** à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (<http://www.arpmp.cm>).

11- Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9è étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de **trente mille (30 000) FCFA** non remboursable, payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 01 JUIN 2026 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devront être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yacoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le 01 JUIN 2026 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 27 AVRIL 2026

**POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET
DEPARTEMENTALES MINHDU (EN PROCEDURE D'URGENCE).**

FINANCEMENT : BIP/MINHDU - EXERCICE 2026.

13- Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement de crédit ou un organisme financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 01.05.2016 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINHDU dans la salle du 2^{ème} étage de l'immeuble abritant la CIPM/MINHDU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

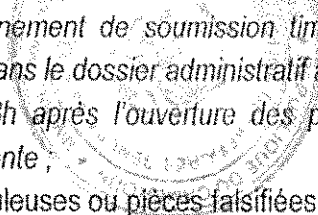
Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entraînera le rejet de l'offre.

15- Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- 
- a) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main et accompagné du récépissé de la CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
 - b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
 - c) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
 - d) Absence de la déclaration de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
 - e) Absence d'un conducteur des travaux réunissant l'ensemble des qualifications suivantes :
 - o Formation : BAC + 3 en Génie Civil inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel) ;
 - o Expérience Générale : 03 Ans
 - o Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins deux (02) projets de constructions ou de réhabilitation de bâtiments ;
 - f) Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur ;
 - g) Non-conformité du modèle de soumission ;
 - h) Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
 - i) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
 - j) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ;
 - k) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - l) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - m) Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé ») ;
 - n) Non-respect de 3 critères essentiels sur 4 ;
 - o) Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage.
 - p) Absence d'une capacité financière d'un montant minimale de 10 000 000 de Fcfa pour chacun des lots.

q) Absence une attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans une des catégories ci-après (A, B ou C)

15.2 Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- a) La Présentation Générale ;
- b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- c) La méthodologie d'exécution,
- d) Le matériel de chantier à mobiliser ;

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante, et remplissant les capacités techniques et administratives requises en incluant le cas échéant les rabais proposés.

NB : Aucun soumissionnaire ne peut être attributaire de plus de 03 (trois) lots.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19- Lutte contre la corruption

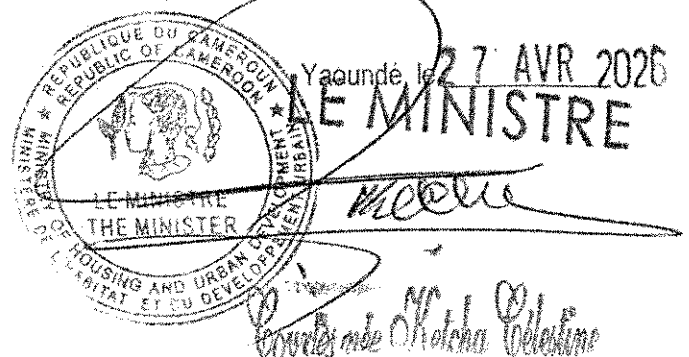
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

20- Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur.

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- CHRONO
- ARCHIVES



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
N°0074/EI/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 OF 27 AVRIL 2026
FOR THE REHABILITATION WORKS OF CERTAIN REGIONAL AND DEPARTMENTAL
DELEGATIONS OF MINHDU (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)

FINANCING ROAD FUND - FINANCIAL YEAR 2026

1. Subject of the Invitation to Tender

The Minister of Housing and Urban Development, acting as Project Owner and Contracting Authority, hereby launches on behalf of the State of Cameroon an Open National Invitation to Tender for the rehabilitation works of certain MINHDU Regional and Divisional Delegations.

2. Scope of Works

The works to be carried out under this invitation to tender include:

- ✓ Preparatory works;
- ✓ Masonry works;
- ✓ Carpentry, roofing, and ceiling works;
- ✓ Metal joinery and glazing works;
- ✓ Plumbing and sanitary works;
- ✓ Electrical works;
- ✓ Painting works;
- ✓ Floor covering works;
- ✓ Road and utility network works (VRD).

Note: Details are specified in the **Special Technical Specifications (CCTP)**.

3. Allotment

The works covered by this Tender File are divided into seven (07) lots, as follows:

- Lot 1: Rehabilitation works of the Littoral Regional Delegation;
- Lot 2: Rehabilitation works of the North Regional Delegation;
- Lot 3: Rehabilitation works of the East Regional Delegation;
- Lot 4: Rehabilitation works of the Sanaga-Maritime Divisional Delegation;
- Lot 5: Rehabilitation works of the Nkam Divisional Delegation;
- Lot 6: Rehabilitation works of the Mefou and Akono Divisional Delegation;
- Lot 7: Rehabilitation works of the Haute-Sanaga Divisional Delegation.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the works is _____, broken down as follows:

- Lot 1: 40,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 2: 40,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 3: 20,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 4: 40,000,000 FCFA (all taxes included);

- Lot 5: 15,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 6: 16,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 7: 20,000,000 FCFA (all taxes included).

5. Execution Period

The maximum execution period provided by the Project Owner for carrying out the works is four (04) months for Lots 1, 2, and 4, and three (03) months for Lots 3, 5, 6, and 7, from the date of notification of the service order to commence the works.

6. Participation and Eligibility

Participation in this Invitation to Tender is open to companies and groups of companies domiciled or headquartered in Cameroon, with proven experience in the relevant field.

Participation in the form of a consortium is permitted, provided that the form of the consortium is specified, a lead partner is designated, and the specific responsibilities of each member are clearly defined.

7. Financing

The works covered by this Invitation to Tender are financed by the MINH DU Public Investment Budget (BIP), Fiscal Year 2026.

8. Method of Submission of Bids

Bids shall be submitted exclusively online.

9. Bid

Bond

Each bidder must include in their administrative documents a stamped bid bond, duly signed, issued by a financial institution or body approved by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts, the list of which is provided in Document 13 of the Tender File. The amount of the bid bond is set at **300,000 FCFA for Lots 1, 2, and 4, and 200,000 FCFA for Lots 3, 5, 6, and 7.** It shall remain valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids and must be accompanied by a deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public contracts shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the tender concerned or not accompanied by the CDEC receipt shall be considered as missing. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be deemed inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical version of the Tender File may be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the **9th floor, Room 02, of Ministerial Building No. 1** in Yaoundé. It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the ARMP website (<http://www.armp.cm>).

11. Acquisition of the Tender File

The Tender File may be consulted and obtained upon publication of this notice at the Directorate of

General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Procurement Service), located on the 9th floor, Room 09T02, of Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office), upon presentation of the original receipt of payment of a non-refundable sum of **thirty thousand (30,000) FCFA**, payable to the Public Treasury as the cost of acquiring the Tender File.

The electronic version of the file may also be obtained free of charge by downloading it from the above-mentioned addresses. However, submission of bids is subject to prior payment of the Tender File purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid, drafted in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **01ST JUNE 2026** at [1:00 p.m., local time]. A backup copy of the bid saved on a USB drive must also be submitted in a sealed envelope clearly marked "backup copy," in addition to the indication below, within the prescribed time limits.

File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents forming part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG format for images.

Bidders are advised to use compression software to reduce file sizes where necessary.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit backup copies shall result in the inadmissibility of the bidder's offer.

Note: The physical originals of the bid bond, the CDEC receipt, the receipt for purchase of the Tender File, and the backup copy must be submitted in sealed envelopes to the Procurement Service (Bids Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building behind the DGSN in Longkak-Yaoundé (beige building with red balconies), no later than **01ST JUNE 2026** at 1:00 p.m., local time, bearing the following indication:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 OF 27TH APRIL 2026
FOR THE REHABILITATION WORKS OF CERTAIN REGIONAL AND DEPARTMENTAL
DELEGATIONS OF MINHDU (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)
FINANCING: BIP/MINHDU – FISCAL YEAR 2026

13. Admissibility of Bids

The following shall be declared inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing information identifying the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes not complying with the submission method;
- Envelopes without indication of the subject or reference of the Invitation to Tender;
- Failure to submit backup copies of bids.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a credit institution or financial body approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees for public contracts, or failure to comply with the templates of the Tender File documents, shall result in outright rejection of the bid without recourse. A bid bond submitted but unrelated to the tender concerned shall be considered as missing. Any bid bond presented during the bid opening session shall be deemed inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall take place in a single phase on 01ST JUNE 2026 from 2:00 p.m., local time, by the Internal Procurement Commission of MINH DU, in the meeting room on the 2nd floor of the building housing the CIPM/MINH DU, located behind the DGSN in Longkak-Yaoundé (beige building with red balconies).

Only bidders may attend the opening session or be represented by a duly authorized person of their choice (one person only), even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies issued by the competent authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be dated less than three (03) months prior or established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Except for the bid bond, the absence or non-compliance of any administrative document at the time of bid opening, if not regularized within 48 hours granted by the Commission, shall result in rejection of the bid.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

The eliminary criteria are as follows:

- a) Absence or non-compliance of the stamped bid bond, duly signed and accompanied by the CDEC receipt in the administrative file at bid opening;
- b) Failure to produce, within 48 hours after bid opening, a missing or non-compliant administrative document;
- c) False declarations, fraudulent practices, or forged documents;
- d) Absence of a site visit declaration signed on honor by the bidder;
- e) Absence of a Works Supervisor meeting the following qualifications:
 - Education: Bachelor's degree (BAC+3) in Civil Engineering, registered with ONIGC (proof of registration required);
 - General experience: 3 years;
 - Specific experience: having served as Works Supervisor in at least two (02) building construction or rehabilitation projects;
- f) Inclusion of the diploma and CV of a serving public official without proof of official release signed by the supervising Minister;
- g) Non-compliance with the submission template;
- h) Omission of a component of the financial offer (submission form, unit price schedule, bill of quantities and cost estimates);
- i) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- j) Absence of a sworn statement of non-abandonment of works over the past three years;
- k) Absence of a dated and signed integrity charter;

- l) Absence of a dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses;
- m) Absence of proof of compliance of contract conditions (CCAP and CCTP initialed on each page and signed on the last page with the note "read and approved");
- n) Failure to meet at least 3 out of 4 essential criteria;
- o) Execution period exceeding that proposed by the Project Owner;
- p) Absence of a minimum financial capacity of 10 000 000
- q) Absence of a categorization certificate or a copy of the decision publishing the classification in a category (A,B or C).

15.2 Essential Criteria

The technical offer shall be evaluated based on the following criteria:

- a) General presentation;
- b) Supervisory staff of the company;
- c) Execution methodology;
- d) Construction equipment to be mobilized.

Details of these essential criteria are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) and included in the evaluation grid.

16. Award

The contract shall be awarded to the bidder presenting the lowest evaluated bid and meeting the required technical and administrative capacities, including any discounts offered where applicable.

Note: No bidder may be awarded more than three (03) lots.

17. Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline set for submission.

18. Additional Information

Additional technical information may be obtained from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 7th floor, Room 06 of Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office – Yaoundé), during working hours, or online via the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

For technical assistance in case of issues using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email dsi@minmap.cm.

19. Anti-Corruption Measures

For reporting any acts of corruption or malpractice, please call CONAC at 1517 or contact the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at: (+237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

20. Addendum to the Invitation to Tender

Any amendments to this Tender File may be made in compliance with the applicable regulations.

Extensions :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- TIMELINE
- ARCHIVES

